

Les cours d'histoire vraiment trop « light » sur la colonisation ?

ENSEIGNEMENT La députée Catherine Moureaux promet une histoire commune

► La proposition de la députée Catherine Moureaux pour modifier les cours d'histoire a d'abord fait polémique...

► La question de fond tourne en réalité autour de l'enseignement de la colonisation.

Quels souvenirs gardez-vous de vos cours d'histoire sur la colonisation – si vous en avez eu ? Vos enfants ont-ils reçu un enseignement sur le Congo ? Telles sont des questions qu'il serait judicieux de poser dans un sondage, tant il est difficile de savoir si oui ou non l'histoire de la colonisation belge est enseignée à nos enfants. Catherine Moureaux, présidente du groupe PS au parlement francophone bruxellois et députée au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, juge pour sa part que ce n'est pas encore suffisamment le cas. Contrairement à ce qu'a titré *La Capitale* de ce mercredi, elle ne propose pas des cours d'histoire « à la carte », en fonction de l'origine des enfants. « Ce n'est pas du tout le sens de mon travail », a tenu à préciser la députée face à la polémique qui enflait.

En réalité, le « phénomène » de la colonisation est bien au programme, en dernière année d'humanités. Pour la députée, c'est le caractère vague du référentiel qui pose problème : si le « concept » doit être enseigné, la référence au Congo par contre n'est nullement obligatoire. « Le principal problème, qui m'a été rapporté par des professeurs d'histoire et des inspecteurs, est que, par manque de

temps, la deuxième moitié du XX^e siècle est peu abordée. Or, nous sommes dans une époque qui génère de grosses interrogations identitaires, avec des gens qui ne se sentent pas appartenir à la société belge. C'est pourquoi je pense qu'aborder avec tous les élèves l'histoire de la colonisation belge est capital. Tous les enfants doivent pouvoir partager un passé commun, et en débattre ensemble. »

Le sujet divise. D'une part, plusieurs professeurs d'histoire à l'université affirment que les futurs enseignants reçoivent une formation à ce sujet. Ainsi, Anne Morelli, professeur d'histoire à

l'ULB, se montre très surprise par cette critique : « Cela fait des années que la colonisation et l'impérialisme constituent des points clefs du programme. Jusqu'en 2013, je donnais des cours de didactique de l'histoire et je vous assure que cette question était souvent traitée lors des stages par de futurs professeurs. »

« Tous les enfants doivent pouvoir partager un passé commun, en débattre ensemble » C. MOUREAUX

Vincent Dujardin, professeur d'histoire à l'UCL, nuance : « Sur le plan des outils, nous sommes nettement mieux équipés aujourd'hui. Mais une chose est d'avoir les outils, une autre est de les utiliser. Je ne pense cependant pas que cette question soit moins traitée en classe qu'une autre. Tout ce qui relève de l'histoire belge, par exemple, a fondu. Ensuite, depuis plusieurs années, les programmes insistent sur les compétences, les savoir-faire et moins sur les savoirs. Il y a donc des choix à faire... »

Pour Jacinthe Mazzocchetti, anthro-

pologue de la même université louvainoise, qui a beaucoup travaillé sur la condition noire en Belgique, cette question est pourtant primordiale : « La colonisation a forcément eu un impact sur la façon dont les colonisés se sont construits, marqués – encore aujourd'hui – par le poids d'avoir été considérés comme inférieurs. Tout comme les colons, eux, se sont construits comme supérieurs. Des constructions qui ne sont pas travaillées et qui perpétuent les stéréotypes, le racisme et les discriminations. »

Le collectif « Mémoire coloniale et lutte contre les discriminations » en veut pour preuve l'affaire des soirées « Black Face », organisées dans des cercles étudiants ou dans des rallyes : les jeunes s'y déguisent en personnes noires, peaux de

bêtes et colliers de bananes inclus. « L'ignorance des citoyens produit encore du racisme », insiste Calvin Soresse, membre de ce collectif qui milite depuis des années pour une inscription de la colonisation belge dans le programme scolaire, dès le primaire.

Au cabinet de la ministre de l'Éducation, Marie-Martine Schyns, on fait montre de prudence : « Nous devons constater que les référentiels restent assez vagues sur le contenu des savoirs. Les travaux du Pacte d'excellence préconisent de préciser davantage ces savoirs. » Mais ces travaux doivent d'abord se prononcer sur un possible élargissement du tronc commun, avant de détailler plus précisément les savoirs en question, notamment pour les cours d'histoire. Il est donc « prématuré », estime le cabinet, de s'avancer sur la question précise de la colonisation. ■

ÉLODIE BLOGIE

RÉFÉRENTIELS

Des « concepts » et « moments clés »

Le référentiel d'histoire pour les humanités générales stipule que dans les « moments clés » du XX^e siècle la « décolonisation et les relations Nord-Sud » doivent être abordées. Dans la catégorie des « concepts » figurent ensuite les points suivants : « Les principaux éléments constitutifs d'un processus de colonisation », « les principaux processus constitutifs d'un processus de décolonisation et d'un processus de type néocolonialiste ». Le référentiel des humanités professionnelles et techniques a quant à lui été revu en 2014 : il contient désormais des contenus plus précis : « Disparités Nord/Sud », « colonisation du Congo » et « indépendance du Congo ». Catherine Moureaux souhaiterait que les référentiels du général suivent.

E. BL.